

humide. Ce n'était que le commencement, monsieur l'Orateur, de l'histoire extraordinaire de la découverte du gaz en Alberta.

Je me permettrai de demander, du moins aux membres du parti conservateur qui prétendent avoir du bon sens, pourquoi risquer de décourager des sociétés toutes disposées à découvrir en Alberta et au Canada un gisement après l'autre de la même façon, pour le plus grand bien de tout notre pays, auquel elles procureraient peut-être ainsi le moyen de nous sauver en cas de guerre? Peut-on se permettre de courir pareil risque en retardant l'adoption du projet de loi à l'étude, et, par conséquent l'aménagement du pipe-line, détruisant ainsi peut-être cette société, et rendant presque impossible la constitution d'une autre société, au grand détriment de la nation?

Je crois, monsieur l'Orateur, que je remettrai le reste de cet exposé à plus tard pour le reprendre un jour.

**Le très hon. J. G. Gardiner (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je prends la parole...

**M. Knowles:** Nous allons entendre parler maintenant du barrage de la Saskatchewan.

**Le très hon. M. Gardiner:** ... à l'occasion de la 2<sup>e</sup> lecture du bill n° 298. Je désire me limiter, d'une façon générale, à ce qui m'apparaît comme la véritable question sur laquelle porte le débat. D'abord, nous avons entendu parler de bien des choses qui ne se rapportaient guère à l'aménagement actuel d'un pipe-line à gaz. Les orateurs de l'opposition officielle ont remonté jusqu'aux temps de sir John A. Macdonald. Si ce n'était du livre de M. Creighton, ils n'auraient rien eu à dire, je le crains. Les entreprises de sir John A. Macdonald ont joué un rôle très important dans un pays comme le nôtre.

Nous avons ici un des plus vastes territoires au monde qui soit soumis à un même gouvernement. Il y en a probablement deux autres qu'on peut lui comparer, bien qu'il y ait lieu de douter que l'un ou l'autre soit pleinement assujéti à un seul gouvernement, mais deux autres pays dépassent le nôtre en superficie. Les États-Unis ne constituent pas un de ces pays. Notre pays est plus étendu que les États-Unis. Sur notre continent, une des plus importantes entreprises a toujours été de relier une partie du territoire soit au pays situé au sud soit à une autre région du même pays.

La grande question qui s'est posée à l'époque de la confédération était de savoir comment nous allions relier l'Est à l'Ouest, qui était alors la Colombie-Britannique. C'est le Pacifique-Canadien qui a été le premier lien transcontinental entre les deux régions. J'imagine que nos amis conservateurs peu-

[M. Blackmore.]

vent dire avec raison qu'il s'agissait d'une entreprise splendide, d'une des plus belles réussites dans tout ce qu'on a fait pour rattacher cette région à un seul et même pays.

Il y a bien d'autres choses à mentionner quand on veut démontrer que le libéralisme a fait plus que tout autre pour le pays et qu'on en vient à parler de l'unité de la nation et de la possibilité d'élargir les fondements qui lui servent d'assises. Il n'est peut-être pas hors de propos d'indiquer que la plus importante réalisation après celle-là a été l'aménagement d'un second chemin de fer transcontinental. Le troisième effort en vue d'assurer l'unité du pays est sans doute celui qui a résulté de la plus récente découverte d'une énergie nous permettant d'avoir des avions mus par des moteurs à combustion interne qui nous transportent en quelques heures d'une extrémité à l'autre du Canada.

Cet effort, lui aussi, a été lancé non seulement sous d'autres gouvernements libéraux, mais encore sous le gouvernement actuel.

**M. Knowles:** Étatisation.

**Le très hon. M. Gardiner:** Oui, j'y arrive dans un instant. Puis nous avons eu des activités reliant les régions du sud à celles du nord, et beaucoup de ces activités ont été menées à bien par les gouvernements provinciaux en diverses régions du Canada.

Il existe maintenant une nouvelle façon de transporter le pétrole, qu'on chargeait autrefois, comme marchandise, dans des wagons-citernes construits spécialement à cette fin. De nos jours, le pétrole est transporté dans une grande mesure par des pipe-lines. Et maintenant que nous avons du gaz en quantités qui peuvent voyager d'un bout du pays à l'autre, grâce encore à la construction de pipe-lines, nous voici saisis de la question de l'installation du premier pipe-line transcontinental peut-on dire, bien qu'il n'aille pas d'un océan à l'autre, est à l'heure actuelle une question de la plus haute importance en cette enceinte.

On a parlé d'étatisation. Je ne détaillerai pas les difficultés de l'étatisation d'une telle entreprise. Ces explications ont été fort bien données par le ministre chargé du bill et par le chef du Crédit social, à l'étape de la résolution. Inutile d'y revenir. Mais quelques assertions du député de Rosetown-Biggan ont éveillé certains souvenirs. J'en parlerai par rapport à l'étatisation de services d'utilité publique; je serai bref.

L'honorable député a déclaré en Chambre que deux membres du cabinet, anciens chefs de gouvernements provinciaux, qui ont été mêlés à l'étatisation de services d'utilité publique, auraient dû avoir assez de perspi-